

Avril 1972 ou l'autre mois chagrin pour les Burundais.

Nous sommes encore le 29 avril. Depuis plusieurs décennies, l'approche de cette date anniversaire du déclanchement du génocide anti-tutsi de 1972 constitue pour les cyniques hutus, une excellente occasion de tourner le couteau dans la plaie encore béante des tutsis en se faisant passer pour d'innocentes victimes, sacrifiées à l'autel de la folie meurtrière des voisins tutsis. C'est navrant. Mais les tutsis font avec. Profondément conscients du danger permanent et du génocide toujours programmé et perpétuellement perpétré contre eux. Mais comme ne cessent de le répéter encore de nombreux témoignages indépendants et concordants, le génocide de 1972 a été conçu et exécuté par une frange de l'intelligentsia hutue qui voulait en finir avec les tutsis une fois pour toutes, afin de rééditer l'exploit de leurs congénères hutus du Rwanda qui, en 1959, avaient littéralement débarrassé le pays de la souillure tutsie. Equipées d'armées automatiques, de machettes et de lances, les assillant massacraient et mutilaient tous les Tutsi qu'ils rencontraient : femmes, hommes et enfants, vieillards etc. Pour montrer aux plus réticents les attaques sont systématiques et particulièrement sanguinaires, même les Hutus qui refusaient de participer aux massacres étaient lynchés de sang froid. Initialement partie du Rwanda de Grégoire Kayibanda (et relayée plus tard par Havyarimana), la gangrène génocidaire a ainsi pris racine et corps au Burundi. Quarante ans après cette folie meurtrière, c'est aussi criminel de continuer à verser dans l'amalgame et la confusion par une lecture cynique et volontairement biaisée de cette cruauté. Mais il serait tout aussi répréhensible de ne pas fustiger les dérapages et autres exactions commises notamment dans la répression des génocidaires. Comme toujours dans pareille situation, de nombreux hutus étrangers à ce sinistre programme ont péri. Ils sont à regretter et à pleurer avec force émotion. Mais, victimes collatérales, leur mort n'avait pas été programmée. Pour mettre plus de lumière à cette page de l'histoire burundaise écrite comme plusieurs autres en lettres de sang, il est indispensable pour les Burundais, de prendre leur courage à deux mains et désigner ces « événements » par leur nom : un génocide pur jus. Car l'histoire doit être assumée telle qu'elle a été vécue. Dans l'approche définitionnelle que les Nations Unies font du génocide, il est explicitement signalé qu'un génocide est l'extermination physique, intentionnelle, systématique et programmée d'un groupe ou d'une partie d'un groupe ethnique, national, religieux ou racial. Les tutsis du Burundi sont exactement dans ce cadre. Car si les intellectuels hutus ont été massacrés, leurs parents, frères et sœurs qui n'étaient pas impliqués dans le plan macabre d'exterminer les Tutsi ont été épargnés. Mais l'histoire du Burundi subit encore une évolution spiralée, tant et si bien que les mêmes causes n'arrêtent de produire les mêmes effets. Ce mois d'avril 2009 ramène à la surface les peurs et les inquiétudes naturellement consubstantielles au génocide. Et cela se produit dans un contexte particulier où l'idéologie du génocide contre les Tutsi vient de s'installer pour longtemps au Burundi

avec l'agrément du PALIPEHUTU-FNL après celui du CNDD-FDD. Les points névralgiques du pouvoir sont d'ailleurs dans les mains des politiciens qui ont évolué au Rwanda. Le cabinet présidentiel n'est-il pas tenu d'une main de maître par Melchior Wagara ? L'armée n'est-elle pas contrôlée par un ancien rebelle ? Exit le slogan naguère constamment ressassé par les tutsis après une soirée bien arrosée : « Igisoda kirabibona ». Ceux qui, sous l'effet d'un optimisme béat, estiment que la question ethnique est reléguée aux oubliettes de l'histoire se leurrent : les rivalités entre partis hutu sont périphériques. Elles se radicalisent pour la simple raison que l'exclusion des Tutsi sur tous les plans (politique, économique et social) a été consommée le 28 février 2005 par le truchement de la constitution imposée aux Batutsi. Les hutus s'accordent d'ailleurs sur les grands chantiers de cette exclusion : réforme de l'armée, code électoral, suppression des quotas, démocratie majoritaire, refus de l'alternance au sommet de l'état, etc. Dans ces conditions, rien n'est plus déplorable que l'attitude des leaders de l'UPRONA qui, au moment où les Hutu affinent leurs stratégies, se perdent en conjectures dans de stériles querelles internes pour se positionner à la tête du parti. Le salut de ce dernier réside pourtant dans la réunification et la synergie interne avec les autres partis tutsi. A travers les accords d'Arusha, les participants aux longues et laborieuses négociations d'Arusha avaient aussi prévu de mettre sur pied une commission chargée de tirer au clair toutes les contestations sur l'histoire récente du Burundi. Malheureusement rien n'a été entrepris. Les Burundais se perdent toujours dans des condamnations réciproques et nuisibles à l'harmonie nationale.